

**Projet de règlement grand-ducal
fixant les modalités d'obtention d'un agrément pour un organisme formateur en matière de
secours**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau

Vu la loi du xx.xx.xxxx portant organisation de la sécurité civile et notamment l'article 91 ;

Vu l'avis (...) ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil
;

Arrêtons:

Chapitre 1^{er}. Les définitions

Art. 1^{er}. On entend par organisme formateur, toute entité qui offre des formations en matière de secours.

Chapitre 2. L'objet

Art. 2. Un organisme formateur doit obligatoirement disposer d'un agrément, délivré conformément aux dispositions du présent règlement, pour dispenser une formation en matière de secours. Le ministre compétent pour la délivrance dudit agrément est le ministre ayant dans ses attributions les services de secours, ci-après dénommé « le ministre ».

Art. 3. Seul un organisme agréé peut dispenser des formations en matière de secours équivalentes aux formations dispensées par l'Institut national de formation des secours, ci-après « INFS ». Le programme et le contenu des formations dispensées sont définis par les référentiels des emplois, des activités et des compétences, tels que définis à l'article 90 de la loi du xx.xx.xxxx portant organisation de la sécurité civile, qui sont déterminés dans le règlement intérieur du Corps grand-ducal d'incendie et de secours, ci-après dénommé « CGDIS », ainsi que fixés par arrêté ministériel au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre 3. La demande d'agrément

Art. 4. Pour se voir octroyer un agrément, tout organisme formateur intéressé doit adresser une demande d'agrément au ministre par voie électronique moyennant une authentification forte.

Pour obtenir l'agrément, l'organisme formateur intéressé doit remettre une version actualisée des statuts, un extrait du registre de commerce et des sociétés, une attestation d'assurance « responsabilité civile » et indiquer sur base d'un formulaire prescrit :

- a) les formations offertes et les méthodes d'évaluation. Les formations offertes doivent être conformes aux référentiels des emplois, des activités et des compétences, tels que définis à l'article 90 de la loi du xx.xx.xxxx portant organisation de la sécurité civile ;
- b) le ou les formateurs et leurs formations et expériences respectives : le ou les formateurs sont tenus de présenter un certificat ou un diplôme délivré par le CGDIS constatant leurs compétences de formateur, le cas échéant, un certificat ou un diplôme reconnu équivalent par celui-ci ;
- c) la population ciblée ;
- d) les moyens de certification de la participation ;
- e) l'organisation interne.

Art. 5. Les demandes incomplètes ne sont pas considérées.

Chapitre 4. L'agrément

Art. 6. Le ministre notifie sa réponse dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande.

L'agrément prend la forme d'un arrêté ministériel qui mentionne la formation agréée et le numéro d'agrément.

L'agrément est incessible et doit être publié par voie d'affichage au siège de l'organisme formateur.

La mention de l'agrément doit figurer sur toutes les correspondances destinées aux usagers ou au public.

Art. 7. L'organisme formateur agréé doit informer sans délai le ministre de toute modification relative aux informations fournies lors de la présentation de sa demande d'agrément initiale ou de sa demande de renouvellement.

Art. 8. La durée de validité de l'agrément est de cinq ans renouvelable. Pour le renouvellement de l'agrément, l'organisme formateur agréé est tenu d'adresser sa demande au ministre dans un délai de six mois avant la date d'expiration de l'agrément en cours par un formulaire mis à sa disposition. La demande de renouvellement est faite par voie électronique moyennant une authentification forte.

Art. 9. Le ministre peut suspendre ou révoquer par décision motivée un agrément, s'il constate que les obligations définies aux articles 12 et 13 ne sont plus respectées.

Art. 10. Le refus d'agrément est dûment motivé, le cas échéant, la décision mentionne la procédure à suivre en vue d'obtenir un agrément.

Art. 11. Le ministre est chargé de surveiller et de contrôler la conformité des activités de l'organisme formateur agréé avec les dispositions du présent règlement.

Chapitre 5. Le fonctionnement de l'organisme formateur

Art. 12. L'organisme formateur agréé s'engage à :

- a) assurer le bon fonctionnement et la tenue des formations pour lesquelles l'agrément a été demandé ;
- b) disposer de matériels techniques et pédagogiques nécessaires aux formations pour lesquelles l'agrément a été demandé ;
- c) disposer d'un nombre suffisant de formateurs pour la conduite satisfaisante des formations qu'il organise ;
- d) disposer d'infrastructures adéquates pour la tenue des formations ;
- e) respecter les référentiels des emplois, des activités et des compétences approuvés par le conseil d'administration du CGDIS ;
- f) adresser annuellement au ministre un bilan d'activités faisant apparaître notamment le nombre de participants et le nombre d'attestations de formation délivrées, au plus tard pour le troisième mois suivant l'année écoulée.

Art. 13. L'organisme formateur agréé délivre à chacun des participants, selon la méthode d'évaluation choisie, un diplôme contenant les informations suivantes :

- a) le nom de l'organisme formateur agréé et le numéro d'agrément ;
- b) le nom du formateur ;
- c) le nom du participant ;
- d) une brève description de la formation suivie ;
- e) la durée de la formation suivie ;
- f) la mention de l'équivalence.

Chapitre 6. Disposition finale

Art. 14. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Exposé des motifs

La loi du xx.xx.xxxx portant organisation de la sécurité civile détermine dans son article 91 qu'à côté de l'Institut national de formation des secours ci-après « INFS », d'autres établissements et organismes peuvent être habilités par le ministre à dispenser des formations en matière de secours.

Le présent règlement grand-ducal précise les conditions suivant lesquelles un organisme formateur peut obtenir un agrément du ministre.

Commentaire des articles

ad Art.1^{er}

L'article 1^{er} précise la notion d'organisme formateur, qui, pour l'application du présent règlement, désigne toute entité offrant des formations en matière de secours.

ad Art.2

L'article 2 dispose que tout organisme formateur doit disposer d'un agrément délivré par le ministre ayant les services de secours dans ses attributions pour pouvoir offrir des formations en matière de secours. Sans cet agrément, les formations dispensées ne pourront être reconnues comme équivalentes à celles offertes par l'INFS.

ad Art.3

L'article 3 établit que seuls les organismes formateurs agréés sont autorisés à dispenser des formations en matière de secours, reconnues équivalentes à celles offertes par l'INFS. De plus, le contenu des formations offertes par ces organismes doit être conforme à celui qui est établi par les référentiels des emplois, des activités et des compétences, qui à leur tour sont définis dans le règlement intérieur du CGDIS et arrêtés sous forme d'arrêté ministériel.

ad Art.4

L'article 4 détermine la procédure à suivre par l'organisme formateur, qui désire obtenir un agrément l'autorisant à dispenser des formations en matière de secours. Pour ce faire, l'organisme formateur doit adresser au ministre une demande d'agrément, sous format électronique, au moyen d'une authentification forte. Il devra, pour sa demande, remettre une version actualisée des statuts, un extrait du registre de commerce et des sociétés, une attestation d'assurance « responsabilité civile » et indiquer sur base d'un formulaire prescrit les formations que l'organisme formateur souhaite offrir et les méthodes d'évaluation de ces formations, qui doivent absolument être conformes aux référentiels des emplois, des activités et des compétences, comme mentionné à l'article 3 ainsi que le ou les formateurs, chargé(s) de dispenser ces formations. Pour s'assurer de la qualité des formations offertes, le ou les formateurs sont tenus de présenter un certificat ou diplôme délivré par le CGDIS constatant leurs compétences de formateur ou un certificat ou diplôme reconnu équivalent par celui-ci. Ainsi, il

est aussi important de décrire l'organisation interne de l'organisme formateur afin de permettre à un tiers de comprendre la structure de l'organisme formateur. Ceci peut être fait par un simple descriptif ou par un organigramme.

Le formulaire permet encore au ministre de connaître la population ciblée par l'organisme formateur.

Finalement, le formulaire précise quels sont les moyens de certification de la participation aux formations.

ad Art.5

L'article 5 précise que toute demande incomplète sera rejetée, cela s'inscrit dans une volonté d'allègement de la charge administrative, afin de pouvoir traiter les dossiers complets avec la plus grande attention.

ad Art.6

L'article 6 indique que le ministre dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour répondre à l'organisme formateur. L'agrément prend la forme d'un arrêté ministériel.

L'article 6 énonce encore que l'agrément doit être publié par voie d'affichage au siège social de l'organisme formateur offrant une transparence parfaite au public. Ainsi, toutes les correspondances, comme les lettres, factures ou autres pièces destinées aux usagers ou au public, doivent contenir la mention et le numéro de l'agrément.

ad Art.7

L'article 7 vise les modifications relatives aux informations fournies lors de la présentation de la demande d'agrément (initiale ou renouvellement), déterminées à l'article 4. En effet, en cas de modification desdites informations, l'organisme formateur est tenu d'informer le ministre sans délai.

ad Art.8

L'article 8 fixe la durée de validité de l'agrément, qui est de cinq ans. L'organisme formateur peut aussi renouveler l'agrément, en respectant un délai de six mois avant l'expiration de l'agrément en cours. Pour le renouvellement, un formulaire prescrit sera mis à la disposition de l'organisme formateur agréé.

ad Art.9

L'article 9 offre au ministre le pouvoir de suspendre ou de révoquer un agrément, lorsque l'organisme formateur agréé ne respecte pas ou plus les engagements fixés aux articles 12 et 13. La suspension ou la révocation de l'agrément est notifiée à l'organisme formateur agréé par décision motivée.

ad Art.10

L'article 10 précise que la demande d'agrément peut aussi être refusée, le cas échéant, le refus doit mentionner les motifs et la procédure à suivre pour obtenir l'agrément.

ad Art.11

L'article 11 offre la possibilité au ministre de contrôler les activités de l'organisme formateur concernant les formations, afin de vérifier si elles sont conformes aux dispositions du présent règlement. Il en ressort de ce contrôle un rapport, le cas échéant, informant sur des infractions existantes.

ad Art.12

L'article 12 énumère les engagements que l'organisme formateur est supposé respecter pendant la durée de validité de l'agrément.

Tout d'abord, il est tenu de veiller et d'assurer le bon fonctionnement et la tenue des formations pour lesquelles il a suscité l'agrément et de disposer de matériels techniques et pédagogiques nécessaires pour la dispense desdites formations.

Ensuite, l'organisme formateur s'engage à disposer d'un nombre suffisant de formateurs et d'infrastructures adéquates pour la dispense des formations.

L'organisme formateur s'engage aussi à adresser annuellement au ministre un bilan d'activités renseignant sur le nombre des participants et des attestations de formation délivrées, et ceci au plus tard pour le troisième mois qui suit la fin de l'année écoulée.

ad Art.13

L'article 13 précise les mentions qui doivent figurer au diplôme délivré par l'organisme formateur : le nom de l'organisme formateur agréé et le numéro d'agrément, le nom du formateur, le nom du participant, une brève description de la formation suivie, la durée de la formation suivie et la mention de l'équivalence.

ad Art.14

L'article 14 concerne l'exécution du règlement grand-ducal.



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'obtention d'un agrément pour un organisme formateur en matière de secours Dossier parlementaire n° 6861
Ministère initiateur :	Ministère de l'Intérieur
Auteur(s) :	Dan Kersch / Alain Becker
Téléphone :	247-84699
Courriel :	alain.becker@mi.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Approbation du projet de règlement grand-ducal fixant les modalités d'obtention d'un agrément pour un organisme formateur en matière de secours
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	
Date :	22/02/2018



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :

Remarques / Observations : Le présent projet de règlement grand-ducal précise les conditions suivant lesquelles un organisme formateur peut obtenir un agrément du ministre.

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

☐ Oui ☒ Non

- Citoyens :

☐ Oui ☒ Non

- Administrations :

☐ Oui ☒ Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ?
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. ¹

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? ☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.



Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

☐ Oui

☒ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

☐ Oui

☒ Non

Remarques / Observations :

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

☐ Oui

☐ Non

☒ N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

☐ Oui

☐ Non

☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

